Le 27-01-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du PARDEM aux relations internationales

On entend, à droite comme à gauche, que les plans de Trump pour l’Ukraine et le Groenland détruirait l'alliance États-Unis/Union européenne. Rien n’est plus faux. Car, si jusqu’il y a quelques

années, les États-Unis et l'Union européenne travaillaient en étroite collaboration pour encercler la Russie et mettre sous leur contrôle l'Europe de l'Est et une grande partie de l'ancienne Union soviétique, les temps ont changé. Et c'est bien connu : à situation politique nouvelle, stratégie états-unienne nouvelle.

Pour comprendre, remontons le passé proche. Entre 1999 et 2004, l'OTAN a absorbé tous les pays anciennement membres du Pacte de Varsovie, ainsi que les ex-républiques soviétiques baltes. Puis, les États successeurs de la Yougoslavie et des « partenariats » avec les anciennes républiques soviétiques de Géorgie, de Moldavie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ont été signés. Pendant ce temps, l'UE absorbait 14 pays, dont une immense majorité d'ex « pays de l'Est ».
En 2014, les États-Unis et l'UE ont conjointement orchestré un coup d'État à Kiev afin de placer l'Ukraine sous leur influence et dépendance provoquant ainsi la guerre Ukraine/Russie actuelle.

L'UE, croyant engranger le plus gros des bénéfices du conflit, suivait alors aveuglément son maître américain.

Mais la suprématie Étasunienne sur le monde étant contestée et même menacée, Trump a d'autres ambitions : La domination totale et incontestable sur le continent latino-américain et sur toutes les ressources nécessaires à sa prochaine guerre. Pour cela, plus besoin de passer la main dans le dos des pays qui se croient, a tort, les alliés de l'Amérique. Non, engueulades et schlague suffisent à montrer « qui est le patron ». C'est dans cette perspective que les États-Unis ont, dans un premier temps, imposé des droits de douane et un pseudo-accord, en fait un diktat, à l'UE qui l'a docilement accepté… Et que Trump menace l'UE de récidiver si le Groenland ne devient pas américain.
Car après avoir détruit l'Ukraine, les voleurs se disputent toujours le butin. La tentative de Trump de conclure un accord avec Poutine au détriment de l'UE et de l'Ukraine bien sûr, se heurte donc à l'hostilité des gauleiter européens.
Comme l'explique Claudia Major, vice-présidente du German Marshall Fund des États-Unis (GMF), influente dans la politique étrangère de l'UE, « l*es Européens ne sont pas à la table des négociations car, pour reprendre les mots de Trump, ils n'ont pas les cartes en main.* »
C'est pourquoi, humiliés d'avoir été tenus à l'écart des négociations, les pays de l'UE ont mis tout en œuvre pour saboter les plans de Trump concernant l'Ukraine. Par exemple, la rencontre entre Steve Witkoff (émissaire de Trump) et Poutine, qui s'est tenue le 3 décembre 2025 à Moscou, n'a abouti à aucun résultat. L'UE était parvenue, au terme de négociations ardues, à faire modifier le plan initial en 28 points de Witkoff, le rendant ainsi volontairement inacceptable pour Moscou. Et l'UE récidive : Elle dicte à sa marionnette Zelensky un nouveau plan en 20 points qui reprend les fantasmes (ou délires) d'élargissement de l'UE par l'entrée, ou plutôt l'absorption, de l'Ukraine et son entrée dans l'OTAN…Toujours aussi inacceptable pour la Russie. Mais, comme le dit Claudia Major, l'UE ne dispose pas des « cartes » nécessaires pour faire poursuivre et financer la guerre par Zelensky sans le soutien des États-Unis. Habile dans la défense des intérêts américains, Trump réduit son financement à l'Ukraine et fait payer à l'UE l'intégralité du conflit provoqué par les avancées territoriales vers l'Est, de son bras armé, l'OTAN.
D'ailleurs, le général Freuding, nouveau chef de l'armée allemande et ancien responsable de la coordination de l'aide à l'Ukraine, a déploré, dans The Atlantic, une rupture totale des communications avec l'armée américaine : Auparavant, dit-il, «*je pouvais contacter celle-ci jour et nuit (…) On a un ennemi à nos portes et, en même temps, on perd un ami précieux* ». Par ennemi, il désigne la Russie, et par ami, les États-Unis.

Quand au régime de Zelensky, sur lequel compte l'UE, il s'enlise dans un bourbier de scandales de corruption et, face à l'opposition interne croissante à la guerre, peine de plus en plus à recruter la chair à canon nécessaire.

Les pressions croissantes de Trump sur l'UE se font aussi par l'intermédiaire de l'OTAN. Pour preuve, l'absence inexpliquée du secrétaire d'État américain Marco Rubio à la réunion de l'OTAN le 3/12/2025 à Bruxelles, pourtant prévue de longue date. Un camouflet pour l'UE qui finance et tient à bout de bras le dictateur Zelensky. Que croyez-vous qu'il est arrivé ? L'UE a tendu la joue gauche : afin de « renforcer militairement » l'Ukraine et apaiser les États-Unis, les ministres des Affaires étrangères présents ont devancé les attentes US : ils ont décidé d'accroître l'aide militaire à l'Ukraine et d'acheter, chaque mois, pour au moins un milliard de dollars d'équipements militaires américains destinés à ce pays.

Le pseudo conflit transatlantique, invention de journalistes décérébrés, est apparu, selon eux, avec le second mandat de Trump. En fait, Trump et de nombreux républicains considèrent depuis longtemps la confrontation avec la Russie comme une « mauvaise guerre » et veulent concentrer la puissance militaire américaine plus fortement sur la Chine.
Mais les «tensions» apparentes au sein de l'OTAN ont des causes encore plus fondamentales. Entre les États-Unis, pays impérialiste majeur, et l'UE, pseudo-bloc dont le rôle est de relayer fidèlement l'impérialisme US, le terme d'Alliance est un abus de langage. En effet, l'UE n'est que la créature et la «fille aînée» des États-Unis et l'OTAN reste financée à plus de 50% par son maître américain. L'UE, d'abord forgée pour la Guerre froide contre l'Union soviétique, fut ensuite l'instrument, après la dissolution de celle-ci, d'une expansion du néolibéralisme et de l'OTAN vers l'Est.
De nos jours, la crise du néolibéralisme et la lutte acharnée pour les «marchés» et leurs profits ainsi que pour les matières premières indispensables aux économies, incitent les USA à imposer rapidement et sans partage sa domination complète sur l'UE et au-delà. Fini de rigoler : le couple USA-UE représentent 45 % de la production économique mondiale. Et cela doit profiter aux États-Unis d'abord. D'ailleurs, la « nouvelle doctrine de sécurité nationale » (National Security Strategy - NSS) des États-Unis publiée en décembre 2025, marque une rupture brutale par son caractère ouvertement militariste, autoritaire et réactionnaire. Sous couvert de réalisme stratégique, Trump y revendique une logique de domination impériale, nourrie de références néofascistes, de déni climatique et de rejet explicite des droits humains et du multilatéralisme : « *Nous voulons recruter, former, équiper et déployer l'armée la plus puissante, la plus meurtrière et technologiquement la plus avancée au monde pour protéger nos intérêts, dissuader les guerres et, si nécessaire, les remporter rapidement et de manière décisive, avec le moins de pertes possible pour nos forces. Nous voulons la dissuasion nucléaire la plus robuste, la plus crédible et la plus moderne au monde, ainsi que des systèmes de défense antimissile de nouvelle génération, y compris le Dôme d'or pour le territoire américain, afin de protéger le peuple américain, les intérêts américains à l'étranger et les alliés des États-Unis.* » (NSS p. 3).
A plusieurs endroits du texte, il est indiqué que les *États-Unis* s'attribuent le droit de mener où bon leur semble des opérations militaires et de continuer recourir ? la force pour défendre leurs intérêts. La mise en œuvre de cette doctrine est la volonté de s'approprier le Venezuela, Panama, Cuba, le Canada et le Groenland pour commencer…Car, lorsque ceci sera fait, les USA disposeront du contrôle de l'énergie, des matières premières et des routes maritimes pour enfin attaquer le «gros morceau», la Chine. Et pour dominer le monde, les USA ne feront ni pause ni concessions. D'ailleurs, puisque la conquête est admise et même admirée par l'UE, pourquoi en feraient-ils ?
Les menaces d'appropriation du Groenland proférées par Trump sont un bon exemple de la soumission «européenne». Cette annonce a donné lieu à une déclaration molle de sept pays (France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne, Royaume-Uni, Danemark) affirmant que le Groenland « appartient à son peuple ». Quelques jours plus tard, huit pays de l'UE ((Danemark, Finlande, France, Allemagne, Pays-Bas, Suède) et deux pays extérieurs à l'UE (Norvège et Royaume-Uni) ont déclaré vouloir envoyer une poignée de militaires sur place, geste dérisoire, déclenchant pourtant ainsi des menaces de représailles de Trump.
Mais en fait, rien de neuf. Il y a trente ans déjà, le géo-stratège américain Zbigniew Brzezinski

expliquait dans son best-seller *Le Grand Échiquier: la primauté américaine et ses impératifs géostratégiques* que le maintien de la domination mondiale américaine dépendait de la prévention de l'émergence d'une puissance économiquement égale en Europe et en Asie. Cela concernait non seulement la Chine, la Russie et le Japon, mais aussi l'Allemagne et l'Union européenne.
Effet collatéral intéressant, Trump, avec son plan pour l'Ukraine, a balayé d'un revers de manche le mythe selon lequel la guerre en Ukraine a été nécessaire pour défendre la liberté, la démocratie, le droit international bref, « des valeurs » servant de cache-sexe aux menées impérialistes des Démocrates américains, de quelques Républicains et de leurs alliés «européens».
Aujourd'hui, plus de faux-semblant : Trump lie ouvertement la fin de la guerre en Ukraine au chantage économique et aux intérêts commerciaux de son pays. Ne s'intéressant nullement à la paix, la fin de la guerre en Ukraine ne sera pour Trump que le prélude à une nouvelle phase de la lutte acharnée et violente pour le partage impérialiste du monde. D'ailleurs, les ressources pétrolières du Venezuela et de l'Iran sont déjà dans le collimateur de l'armée américaine et la Chine est systématiquement encerclée.

Et peu importe si l'UE, qui avait déjà « investi » 178 milliards d'euros, en donne 90 milliards de plus pour soutenir à bout de bras et à fonds perdus le régime corrompu de Kiev afin de contrôler le pays et tenter de soumettre la Russie, se sent flouée par Trump. Comme l'écrit le journaliste économique Wolfgang Münchau, raillant les « Européens » : «*nous sommes à la veille de la défaite la plus humiliante de l'Europe moderne* » et «*Comme aucun président américain avant lui, Trump met à nu les illusions de l'Europe, son manque de réflexion et d'action stratégiques. Voilà pourquoi les Européens le détestent tant. Et en vain*.»

Alors, faute de résister à Donald, l'UE tente d'imiter Trump. On entend donc et on lit, dans les cercles dirigeants de l'UE (à droite comme à gauche) : « *Il faut faire comme Trump. Adieu État-providence, réglementations, État de droit et institutions internationales ! Il faut penser et agir de manière stratégique, autrement dit, faire la guerre !* ». L'UE donne des coups de menton, s'acharne à mener une guerre en faveur des intérêts de son maître américain mais contre les intérêts de ses pays membres. Ivres d'idéologie néolibérale, de mondialisme et de soumission totale aux USA, les gouvernements à la botte de l'UE, se réarment, doublent voire, triplent leurs dépenses militaires. Facile : les gouvernements accroissent les dettes nationales et en font supporter intégralement les coûts à leur peuple.

Cette situation est l'occasion pour les peuples de réagir : s'opposer à la guerre et à son financement, lutter pour la paix, pour l'augmentation des salaires et des retraites, des services publics et rejeter le système de l'UE, de l'OTAN fauteur de guerre, pour enfin en sortir.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire